

SAMIR AMIN

LE BREXIT ET L'IMPLOSION DE L'UNION EUROPEENNE

La souveraineté nationale : à quelles fins ?

La défense de la souveraineté nationale, comme sa critique, donne lieu à de graves malentendus dès lors qu'on la détache du contenu social de classe de la stratégie dans laquelle elle s'inscrit. Le bloc social dirigeant dans les sociétés capitalistes conçoit toujours la souveraineté comme un instrument nécessaire pour la promotion de ses propres intérêts fondés à la fois sur l'exploitation capitaliste du travail et la consolidation de ses positions internationales. Aujourd'hui, dans le système néolibéral mondialisé (que je préfère qualifier d'*ordo-libéral* empruntant cet excellent terme à Bruno Ogent) dominé par les monopoles financiarisés de la triade impérialiste (Etats Unis, Europe, Japon), les pouvoirs politiques en charge de la gestion du système au bénéfice exclusif des monopoles en question conçoivent la souveraineté nationale comme l'instrument leur permettant d'améliorer leurs positions « compétitives » dans le système mondial. Les moyens économiques et sociaux d'Etat (soumission du travail aux exigences des employeurs, organisation du chômage et de la précarité, segmentation du monde du travail) et les interventions politiques (y compris les interventions militaires) sont associés et combinés dans la poursuite d'un objectif exclusif : maximiser le volume de la rente accaparée par leurs monopoles « nationaux ». Le discours idéologique ordo-libéral prétend établir un ordre fondé exclusivement sur le marché généralisé, dont les mécanismes seraient autorégulateurs et productifs de l'optimum social (ce qui est évidemment faux), à condition que la concurrence soit libre et transparente (ce qu'elle n'est jamais, et ne peut être à l'ère des monopoles), comme il prétend que l'Etat n'a aucun rôle à remplir allant au-delà de la garantie du fonctionnement de la compétition en question (ce qui est contraire au fait : celle-ci exige l'intervention active de l'Etat en sa faveur ; l'ordo-libéralisme est une politique d'Etat). Ce discours – expression de l'idéologie du « virus libéral » – interdit de comprendre le fonctionnement réel du système comme les fonctions que l'Etat et la souveraineté nationale y remplissent. Les Etats Unis donnent l'exemple d'une pratique de la mise en œuvre décidée et continue de la souveraineté entendue dans ce sens « bourgeois », c'est-à-dire aujourd'hui au service du capital des monopoles financiarisés. Le droit « national » bénéficie aux Etats Unis de la suprématie affirmée et reconfirmée sur le « droit international ». Il en avait été de même dans les pays impérialistes de l'Europe des XIXe et XXe siècles.

Les choses ont-elles changé avec la construction de l'Union Européenne ? Le discours européen le prétend et légitime de la sorte la soumission des souverainetés nationales au « droit européen », exprimé au travers des décisions des organes de Bruxelles et de la BCE, en vertu des traités de Maastricht et Lisbonne. La liberté du choix des électeurs est elle-même limitée par les exigences supra nationales apparente de l'ordo-libéralisme. Comme Mme Merkel le dit : « ce choix doit être compatible avec les exigences du marché » ; au-delà il perd sa légitimité. Néanmoins, en contrepoint de ce discours, l'Allemagne affirme dans les faits des politiques qui mettent en œuvre l'exercice de sa souveraineté nationale, et s'emploie à soumettre ses associés européens au respect de ses exigences. L'Allemagne a mis à profit l'ordo-libéralisme européen pour établir son hégémonie, en particulier dans la zone euro. La Grande Bretagne – par son choix du *Brexit* – a affirmé à son tour son choix décidé de mettre en œuvre les avantages de l'exercice de sa souveraineté nationale.

On peut comprendre alors que le « discours nationaliste » et son éloge sans limite des vertus de la souveraineté nationale, entendue de cette manière (la souveraineté bourgeoise-capitaliste) sans qu'il ne soit fait mention du contenu de classe des intérêts qu'il sert, a toujours été l'objet de réserves, pour le moins qu'on puisse dire, des courants de la gauche lato-sensu, c'est-à-dire de tous ceux qui ont le

souci de défendre les intérêts des classes laborieuses. Gardons-nous cependant de réduire la défense de la souveraineté nationale aux seules modalités du « nationalisme bourgeois ». Cette défense s'avère tout autant nécessaire pour servir d'autres intérêts sociaux que ceux du bloc capitaliste dirigeant. Elle sera alors étroitement associée au déploiement de stratégies de sortie du capitalisme et d'engagement sur la longue route au socialisme. Elle constitue une condition incontournable d'avancées possibles dans cette direction. La raison en est que la remise en cause effective de l'ordo-libéralisme mondial (et européen) ne sera jamais que le produit d'avancées inégales d'un pays à l'autre, d'un moment à l'autre. Le système mondial (et le sous-système européen) n'a jamais été transformé « par en haut », par le moyen de décisions collectives de la « communauté internationale » (ou « européenne »). Les évolutions de ces systèmes n'ont jamais été autre que le produit de changements s'imposant dans le cadre des Etats qui les composent, et de ce qui en résulte concernant l'évolution des rapports de force entre ces Etats. Le cadre défini par l'Etat (« nation ») demeure celui dans lequel se déploient les luttes décisives qui transforment le monde.

Les peuples des périphéries du système mondial, polarisé par nature, ont une longue expérience de ce nationalisme positif, c'est-à-dire anti-impérialiste (exprimant le refus de l'ordre mondial imposé) et potentiellement anticapitaliste. Je dis seulement potentiellement car ce nationalisme peut être également porteur de l'illusion de la construction d'un capitalisme national parvenant à « rattraper » les constructions nationales des centres dominants. Le nationalisme des peuples des périphéries n'est progressiste qu'à cette condition : qu'il soit anti-impérialiste, aujourd'hui en rupture avec l'ordo-libéralisme mondialisé. En contrepoint un « nationalisme » (alors seulement apparent) qui s'inscrit dans l'ordo-libéralisme mondialisé, et de ce fait ne remet pas en cause les positions subalternes de la nation concernée dans le système, devient l'instrument des classes dominantes locales soucieuses de participer à l'exploitation de leurs peuples et éventuellement de partenaire périphériques plus faibles à l'égard desquels il se comporte comme un « sous-impérialisme ».

Aujourd'hui des avancées – audacieuses ou limitées – permettant de sortir de l'ordo-libéralisme sont nécessaires et possibles dans toutes les régions du monde, Nord et Sud. La crise du capitalisme crée un terrain favorable à la maturation de conjonctures révolutionnaires. J'exprime cette exigence objective, nécessaire et possible, dans une phrase courte : « sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? » (le titre d'un de mes livres récents). Sortir de la crise n'est pas notre problème, il est celui des dirigeants capitalistes. Qu'ils y parviennent (et à mon avis ils ne sont pas engagés dans les voies qui le leur permettraient) ou pas n'est pas notre problème. Qu'avons-nous à gagner en nous associant à nos adversaires pour redonner vie à l'ordo-libéralisme en panne ? Cette crise créée par contre des chances d'avancées consistantes, audacieuses ou moins, à condition que les mouvements en lutte adoptent des stratégies qui s'en donnent l'objectif. L'affirmation de la souveraineté nationale s'impose alors, pour permettre ces avancées forcément inégales d'un pays à l'autre, mais toujours en conflit avec les logiques de l'ordo-libéralisme. Le projet national souverain populaire, social et démocratique proposé dans ce papier est conçu dans cet esprit. Le concept de souveraineté mis en œuvre ici n'est pas celui de la souveraineté bourgeoise-capitaliste ; il s'en distingue et doit être qualifié pour cette raison de souveraineté populaire.

L'amalgame entre ces deux concepts antinomiques, et à partir de là le refus rapide de tout « nationalisme » sans davantage de précision, annihile toute possibilité de sortir de l'ordo-libéralisme. Malheureusement en Europe – et ailleurs – la gauche contemporaine engagée dans les luttes pratique souvent cet amalgame.

Défendre la souveraineté nationale n'est pas synonyme simple de vouloir une « autre mondialisation, multipolaire » (en contrepoint du modèle de la mondialisation en place), fondée sur l'idée que l'ordre international doit être négocié entre des partenaires nationaux souverains, égaux en droit, et non imposé unilatéralement par les puissants – la triade impérialiste, Etats Unis en tête – comme il l'est

dans l'ordo-libéralisme. Soit. Encore faut-il répondre à la question : un monde multipolaire pour quoi faire ? Car celui-ci peut être conçu comme toujours régi par la compétition entre des systèmes acceptant chez eux l'ordo-libéralisme ; ou, en contrepoint, comme un cadre ouvrant des marges de manœuvre aux peuples qui veulent sortir de cet ordo-libéralisme. Il faut donc préciser la nature de l'objectif poursuivi dans le cadre du système multipolaire proposé. Comme toujours dans l'histoire un projet national peut être hybride, traversé de contradictions entre les tendances qui s'y déploient, les unes favorables à une construction nationale capitaliste et les autres qui se donnent d'autres objectifs, allant au-delà par leurs contenus sociaux progressistes. Le projet souverain de la Chine en fournit un bel exemple ; les projets semi souverains de l'Inde et du Brésil d'autres.

L'Union européenne en panne

Bien que l'implosion du projet européen (et en particulier du sous-système de l'Euro) soit déjà amorcée depuis des années (Ref. Samir Amin, *L'implosion du capitalisme contemporain*), le Brexit en constitue d'évidence une manifestation majeure.

Le projet européen avait été conçu dès l'origine en 1957 comme l'instrument mis en œuvre par les monopoles capitalistes des partenaires – France et Allemagne en particulier – avec le soutien des Etats Unis, pour désamorcer le risque de dérapages socialistes, radicaux ou modérés. Le traité de Rome, en inscrivant dans le marbre le caractère sacré de la propriété privée, rendait désormais illégale toute aspiration au socialisme, comme l'a dit à l'époque Giscard d'Estaing. Par la suite et progressivement ce caractère a été renforcée par la construction européenne, une construction en béton armé depuis les traités de Maëstricht et de Lisbonne. L'argument orchestré par la propagande pour faire accepter le projet était qu'il abolissait définitivement les souverainetés nationales des Etats de l'Union, ces souverainetés (dans leur forme bourgeoise/impérialiste) qui avaient été à l'origine des massacres sans précédents des deux grandes guerres du XXe siècle. De ce fait ce projet a bénéficié d'un écho favorable dans les jeunes générations, faisant miroiter une souveraineté européenne démocratique et pacifiste, prenant la relève des souverainetés nationales guerrières du passé. En réalité les souverainetés des Etats n'ont jamais été abolies, mais mobilisées pour faire accepter l'ordo-libéralisme, devenu le cadre nécessaire pour garantir aux monopoles désormais financiarisées le monopole de la gestion économique, sociale et politique des sociétés européennes ; et cela quelles que soient les évolutions possibles des opinions. Le projet européen est fondé sur un déni absolu de la démocratie (entendue comme l'exercice du choix entre des projets sociaux alternatifs) qui va bien au-delà du « déficit de démocratie » invoqué à l'endroit des bureaucraties de Bruxelles. Il en a donné des preuves répétées ; et il a de facto annihilé la crédibilité des élections dont les résultats ne sont légitimes que dans la mesure où ils sont conformes aux exigences de l'ordo-libéralisme.

L'Allemagne a été en mesure, dans le cadre de cette construction européenne, d'affirmer son hégémonie. De la sorte la souveraineté (bourgeoise/capitaliste) allemande s'est érigée en substitut à une souveraineté européenne inexistante. Les partenaires européens sont invités à s'aligner sur les exigences de cette souveraineté supérieure à celle des autres. L'Europe est devenue l'Europe allemande, en particulier dans la zone Euro dont Berlin gère la monnaie au bénéfice préférentiel des *konzern* allemands. Des hommes politiques importants, comme le Ministre des Finances Schauble, se livrent à un chantage permanent et menacent les partenaires européens d'une « sortie de l'Allemagne » (*Gexit*) au cas où ils remettraient en question l'hégémonie de Berlin.

On se garde de tirer la conclusion des faits évidents : que le modèle allemand empoisonne l'Europe, Allemagne comprise. L'ordo-libéralisme est à l'origine de la stagnation tenace du continent, associé à des politiques d'austérité permanentes. L'ordo-libéralisme est donc un système irrationnel dès lors qu'on se situe dans la perspective de défense des intérêts des majorités populaires dans tous les pays

de l'Union, Allemagne compris, comme dans la perspective de la défense à long terme des conditions écologiques de reproduction de la vie économique et sociale. Par ailleurs l'ordo-libéralisme entraîne l'aggravation sans fin de l'inégalité entre les partenaires ; il est à l'origine des excédents commerciaux de l'Allemagne et des déficits symétriques des autres. Mais l'ordo-libéralisme constitue une option parfaitement rationnelle du point de vue des monopoles financiers auxquels il garantit la croissance continue de leurs rentes de monopole. Ce système n'est pas viable. Non pas parce qu'il se heurte aux résistances grandissantes de ses victimes (inefficaces jusqu'à ce jour), mais du fait de sa contradiction interne propre : la croissance de la rente des monopoles impose la stagnation et la détérioration aggravée sans cesse du statut des partenaires fragiles (Grèce et autres).

Le capitaine qui est à la barre dirige le navire européen droit sur des récifs visibles. Les passagers l'implorant de changer de cap ; sans résultat. Le capitaine, protégé par une garde prétorienne (Bruxelles, la BCE), reste invulnérable. Il ne reste plus qu'à jeter les canots à la mer. C'est certes dangereux, mais enfin moins que ne l'est le naufrage certain en vue. L'image aidera à comprendre la nature des deux options entre lesquelles les critiques du système européen en place hésitent à choisir. Les uns avancent qu'il faut rester à bord ; faire évoluer la construction européenne dans de nouvelles directions, respectueuses des intérêts des majorités populaires. Ils s'entêtent en dépit des échecs à répétition des luttes s'inscrivant dans cette stratégie. Les autres appellent à quitter le navire, comme en témoigne le choix des Anglais. Quitter l'Europe ; mais pour quoi faire ? Les campagnes de désinformation orchestrées par le clergé médiatique au service de l'ordo-libéralisme contribuent à brouiller les cartes. L'amalgame est entretenu entre toutes les formes possibles d'usage de la souveraineté nationale, présentées toutes comme démagogiques, « populistes », irréalistes, chauvines, dépassées par l'histoire, nauséabondes. Le public est matraqué par les discours sur la sécurité et l'immigration, tandis que la mise en évidence des responsabilités de l'ordo-libéralisme dans la dégradation des conditions des travailleurs est évacuée. Malheureusement des segments entiers de la gauche entrent dans ce jeu manipulé.

Pour ma part, je dis qu'il n'y a rien à attendre du projet européen, qui ne peut être transformé de l'intérieur ; il faut le déconstruire pour éventuellement le reconstruire par la suite sur d'autres bases. Parce qu'ils se refusent à rejoindre cette conclusion, beaucoup des mouvements en conflit avec l'ordo-libéralisme demeurent dans l'hésitation pour ce qui est des objectifs stratégiques de leurs combats : sortir ou rester dans l'Europe (ou dans l'Euro) ? Dans ces conditions les arguments invoqués par les uns et les autres sont divers à l'extrême, portant souvent sur des questions insignifiantes, parfois sur les faux problèmes orchestrés par les médias (la sécurité, les immigrants), conduisant à des choix nauséabonds, rarement sur les défis véritables. La sortie de l'Otan par exemple est rarement invoquée. Il reste que la vague montante qui s'exprime dans le rejet de l'Europe (comme le *Brexit*) reflète l'effacement des illusions sur la possibilité de sa réforme.

Néanmoins la confusion effraie. La Grande Bretagne n'entend certainement pas de mettre en œuvre sa souveraineté pour s'engager dans une voie qui s'écarterait de l'ordo-libéralisme. Au contraire Londres souhaite s'ouvrir encore davantage sur les Etats Unis (la Grande Bretagne ne retient pas les réticences de certains Européens à l'endroit du traité de libre-échange transatlantique), les pays du Commonwealth et les pays émergents du Sud, se substituant à la priorité européenne. Rien d'autre ; et certainement pas un meilleur programme social. Par ailleurs pour les Britanniques, l'hégémonie allemande est moins acceptable qu'elle ne semble l'être pour d'autres, en France et en Italie.

Les fascistes européens proclament leur hostilité à l'Europe et à l'Euro. Mais on doit savoir que leur concept de souveraineté est celui de la bourgeoisie capitaliste ; leur projet est celui de la recherche de la compétitivité nationale dans le système de l'ordo-libéralisme, associé à des campagnes nauséabondes contre les immigrés. Les fascistes ne sont jamais les défenseurs de la démocratie, pas même électorale (sauf par opportunisme), encore moins d'une démocratie plus avancée. Confronté au

défi, la classe dominante n'hésitera pas : elle préfère la sortie fasciste de la crise. Elle en a donné la preuve en Ukraine. L'épouvantail du rejet de l'Europe par les fascistes paralyse les luttes engagées contre l'ordo-libéralisme. L'argument invoqué fréquemment est : comment pouvons-nous faire cause commune contre l'Europe avec les fascistes ? Ces confusions font oublier que le succès des fascistes est précisément le produit de la timidité de la gauche radicale. Si celle-ci avait défendu avec audace un projet de souveraineté, explicitement son contenu populaire et démocratique, associé à la dénonciation du projet de souveraineté démagogique et menteur des fascistes, elle aurait engagé les voix qui vont aujourd'hui aux fascistes. La défense de l'illusion d'une réforme impossible de l'Europe ne permet pas d'éviter l'implosion. Le projet européen se détricotera alors au bénéfice d'une ré-émergence de ce qui ressemble hélas beaucoup avec l'Europe des années 1930 et 1940 : une Europe allemande ; la Grande Bretagne et la Russie en dehors de celle-ci, la France hésitante entre Vichy (en place aujourd'hui) ou de la Gaulle (encore invisible) ; l'Espagne et l'Italie navigant dans le sillage de Londres ou de Berlin ; etc...

La souveraineté nationale au service des peuples

La souveraineté nationale est l'instrument incontournable d'avancées sociales et de progrès de la démocratisation, au Nord comme au Sud de la planète. Ces avancées sont commandées par des logiques qui se situent au-delà du capitalisme, dans une perspective favorable à l'émergence d'un monde polycentrique et à la consolidation de l'internationalisme des peuples.

Dans les pays du Sud le projet souverain national doit « marcher sur ses deux jambes » :

(i) s'engager dans la construction d'un système industriel autocentré et intégré dans lequel les différentes branches de la production deviennent les fournisseurs et les débouchés les uns des autres. L'ordo libéralisme ne permet pas cette construction. Il conçoit en effet la « compétitivité » comme celle de chaque établissement industriel considéré par lui-même. La mise en œuvre de ce principe donne alors la priorité à l'exportation et réduit les industries des pays du Sud au statut de sous-traitants dominés par les monopoles des centres impérialistes, lesquels s'approprient par ce moyen une large part de la valeur créée ici et la transforme en rente impérialiste de monopole. En contrepoint la construction d'un système industriel exige la planification d'Etat et la maîtrise nationale de la monnaie, du système fiscal, des échanges extérieurs.

(ii) s'engager dans une voie originale de rénovation de l'agriculture paysanne, fondée sur le principe que la terre agricole constitue un bien commun de la nation, géré de manière à garantir l'accès au sol et aux moyens de l'exploiter à toutes les familles paysannes. Des projets doivent être conçus sur cette base pour assurer la croissance de la production par famille/hectare, et des industries prioritaires mises en place pour le permettre. L'objectif de cette stratégie est d'assurer à la nation sa souveraineté alimentaire et de maîtriser les flux migratoires des campagnes vers les villes, d'en ajuster le rythme à celui de la croissance de l'emploi urbain.

L'articulation des avancées sur chacun de ces deux terrains constitue l'axe principal de politiques d'Etat qui garantissent la consolidation de larges alliances populaires « ouvrières et paysannes ». Celle-ci crée alors un terrain favorable pour des avancées de la démocratie participative.

Dans les pays du Nord la souveraineté populaire doit également rompre avec l'ordo libéralisme, ce qui implique ici des politiques audacieuses allant jusqu'à la nationalisation des monopoles et la mise en route des moyens de la socialisation de leur gestion. Cela implique évidemment la maîtrise nationale de la gestion de la monnaie, du crédit, de la fiscalité, des échanges extérieurs.

Le système impérialiste en place met en œuvre un éventail différencié de moyens par lesquels il exerce sa domination sur les nations des périphéries du système mondialisé et leur exploitation. Dans les pays du Sud avancés dans l'industrialisation les segments du système mondialisé délocalisés, contrôlés par

le capital des monopoles financiarisés de la triade impérialiste (Etats Unis, Europe occidentale et centrale, Japon), réduits au statut de sous-traitants, offrent le moyen majeur par lequel une masse grandissante de la valeur générée dans les économies locales dépendantes est transformée en rente des monopoles impérialistes. Dans de nombreux pays du Sud, les modes d'exploitation prennent également la forme du pillage brutal des ressources naturelles (hydrocarbures, minerais, terres agricoles, ressources en eau et en soleil) d'une part, celle de la mise en œuvre de razzias financières qui s'emparent de l'épargne nationale des pays en question. La contrainte d'assurer en priorité le service de la dette extérieure constitue le moyen par lequel ces razzias opèrent. Le déficit structurel des finances publiques de ces pays offre l'occasion aux monopoles impérialistes de placer fructueusement leurs excédents financiers grandissants produits par la crise du système impérialiste mondialisé et financiarisé, en contraignant les pays du Sud à s'endetter dans des conditions léonines. La razzia financière exerce ses effets destructeurs tout également dans les centres impérialistes. La croissance continue du volume de la dette publique par rapport au PIB est activement recherchée et soutenue par le capital financier national et international dont elle permet le placement fructueux des excédents. Le service de la dette publique contractée auprès du marché financier privé donne l'occasion d'une ponction opérée sur les revenus des travailleurs imposés, permettant ainsi la croissance de la rente des monopoles. Elle alimente ainsi la croissance continue de l'inégalité dans la répartition des revenus et des richesses. Le discours officiel qui prétend déployer des politiques destinées à réduire la dette est parfaitement mensonger : leur objectif est en réalité l'augmentation et non la réduction de la dette.

La mondialisation néolibérale poursuit une attaque massive contre l'agriculture paysanne en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Accepter cette composante majeure de la mondialisation conduit à l'énorme paupérisation / exclusion / misère de centaines de millions d'êtres humains sur les trois continents. Ce serait en fait mettre un terme à toute tentative de nos sociétés de s'affirmer dans la société mondiale des nations. L'agriculture capitaliste moderne, représentée à la fois par l'agriculture familiale riche et / ou par des sociétés agro-industrielles, cherche à attaquer massivement la production paysanne mondiale. L'agriculture capitaliste régie par le principe de la rentabilité du capital localisé en Amérique du Nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie que quelques dizaines de millions d'agriculteurs, alors qu'elle a la productivité la plus élevée au niveau mondial; alors que les systèmes d'agriculture paysanne occupent encore près de la moitié de l'humanité - soit trois milliards d'êtres humains. Que se passerait-il si "l'agriculture et la production alimentaire" étaient traitées comme toute autre forme de production capitaliste, soumise aux règles de la concurrence dans un marché ouvert déréglementé? Ces principes favoriseraient-ils l'accélération de la production? En effet, on peut imaginer une cinquantaine de millions de nouveaux agriculteurs modernes supplémentaires, produisant ce que les trois milliards de paysans présents peuvent offrir sur le marché en plus de leur propre (et faible) autosubsistance. Les conditions du succès d'une telle alternative nécessiteraient des transferts importants de superficies arables aux nouveaux agriculteurs (terres prises sur celles qu'occupent actuellement les sociétés paysannes), l'accès aux marchés des capitaux (pour acheter des équipements) et l'accès aux marchés des consommateurs. Ces agriculteurs concurrenceraient facilement les milliards de paysans actuels. Et qu'arriverait-il à ces derniers? Des milliards de producteurs non compétitifs seraient éliminés dans le délai historique court de quelques décennies. Le principal argument de la légitimation de l'alternative "concurrentielle" est que ce genre de développement a eu lieu en Europe au XIXe siècle et a contribué à la formation de sociétés industrielles et urbaines riches, puis postindustrielles capables de nourrir les nations et même d'exporter des surplus agroalimentaires. Pourquoi ne pas répéter ce modèle dans les pays du tiers monde contemporain? Non, car cet argument ne tient pas compte de deux principaux facteurs qui rendent aujourd'hui la reproduction du modèle presque impossible dans les pays du tiers monde. Le premier est que le modèle européen s'est développé pendant un siècle et demi avec des technologies industrielles intensives en main d'œuvre. Les technologies contemporaines le sont beaucoup moins. Et par conséquent, si les nouveaux venus du tiers monde veulent être compétitifs sur les marchés mondiaux pour leurs exportations industrielles ils doivent adopter ces technologies. Le second est qu'au cours de sa longue transition, L'Europe pouvait faire émigrer massivement le surplus de sa population vers les Amériques.

Pouvons-nous imaginer d'autres alternatives fondées sur l'accès à la terre pour tous les paysans? Dans ce cadre il est implicite que l'agriculture paysanne doit être maintenue et simultanément engagée dans un processus de changement et de progrès technologique et social continu. Et cela à un rythme qui permettrait un transfert progressif vers l'emploi non agricole au fur et à mesure du développement du système. Un tel objectif stratégique implique des politiques qui protègent la production alimentaire paysanne de la concurrence inégale des agricultures modernisées nationales et de l'agro-business international. Il remet en question les modèles de développement industriel et urbain - qui devraient être moins fondés sur les exportations et les bas salaires (qui impliquent à leur tour les bas prix de l'alimentation) et être plus attentifs à l'expansion d'un marché intérieur socialement équilibré. En plus une telle stratégie faciliterait l'intégration dans l'ensemble des politiques qui assurent la souveraineté alimentaire nationale, condition indispensable pour un pays d'être un membre actif de la communauté internationale, en renforçant sa marge nécessaire d'autonomie et sa capacité de négociation.

Compléments de lectures

Par souci de brièveté je n'ai pas abordé ici des questions adjacentes importantes : l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés, la nouvelle prolétarianisation généralisée, la militarisation de la mondialisation et les conflits pour l'accès aux ressources naturelles, la mondialisation financière maillon faible du système, la reconstruction de la solidarité entre les pays du Sud, la stratégie des luttes en cours, les exigences de l'internationalisme anti impérialiste des peuples. Je renvoie le lecteur à mon livre *L'implosion du capitalisme contemporain* et attire l'attention sur les constructions institutionnelles que j'ai proposées destinées à consolider le contenu populaire de la gestion de l'économie de la transition au-delà du capitalisme (pages 123-128 du livre cité).

27 juin 2016